



## Transition énergétique et décarbonation : atout ou frein pour la compétitivité ?

Janvier 2024

Le contexte international des derniers mois nous a rappelé une évidence que nous avons un peu oubliée : la compétitivité des entreprises est avant tout une question énergétique. Le coût de l'énergie et la prévisibilité des prix de ladite énergie sont parmi les principaux leviers à la disposition de nos gouvernements pour assurer un cadre attractif à destination des acteurs économiques et industriels. La France a longtemps misé sur cette carte grâce à l'importance de son parc nucléaire qui lui assure une énergie abondante, à bon prix et non carbonée, ainsi qu'à ses ressources non négligeables en énergie hydraulique. D'autres économies européennes – dont l'Allemagne – ont longtemps fait reposer leur mix énergétique sur un approvisionnement en gaz russe à bon prix. Cet état de fait a volé en éclat.

La crise ukrainienne a évidemment révélé les fragilités d'un système énergétique qui, tôt ou tard, aurait vacillé. C'est aussi la nécessité d'agir vite et fort pour la nécessaire décarbonation du mix énergétique européen qui change la donne : il faut consommer moins, plus efficacement et privilégier des sources d'énergie non fossiles, en quantité suffisante. L'investissement pour y arriver est monumental : la décarbonation de la seule industrie française est chiffrée à 50 milliards d'euros, dont 30 milliards pour les 50 sites les plus émetteurs de l'Hexagone. D'ici à 2050, 210 Mds€ seraient nécessaires à la décarbonation de l'industrie européenne, si l'on en croit une étude d'Allianz Trade. Pour la première fois dans leur histoire, les entreprises doivent adopter des technologies énergétiques a priori moins compétitives – car plus coûteuses – que celles qu'elles utilisaient jusqu'alors. Certes, la décarbonation recèle de nombreuses possibilités de réduction de coûts, mais ces dernières doivent encore être quantifiées de manière rigoureuse.

Or la transition vers une énergie non carbonée n'est pas une option. Elle est incontournable pour répondre aux enjeux climatiques et respecter nos engagements de neutralité carbone à l'horizon 2050, dans le cadre l'Accord de Paris sur le climat. Elle doit toucher tous les secteurs de l'économie. Elle suscite par ailleurs une nouvelle concurrence acerbée entre grands blocs économiques mondiaux : l'Europe essaie de trouver la meilleure manière de riposter face notamment à l'*Inflation Reduction Act* (IRA) des Etats-Unis, qui vise surtout à promouvoir des sources d'énergie propre en dépit de son nom. Se pose alors une question majeure : comment l'Europe peut-elle faire rimer transition énergétique, décarbonation et compétitivité ?

### Une action coordonnée à l'échelon européen

L'intervention ciblée de la puissance publique est essentielle. C'est une question de pragmatisme. Le plan gouvernemental France Relance a permis d'apporter un premier soutien inédit pour la décarbonation des industries hexagonale, avec une enveloppe de 1,2 Md€ de soutien public attribuée à 244 projets de décarbonation des processus de production, d'efficacité énergétique et de chaleur renouvelables. Par effet de ricochet, ce soutien public a généré près de 5 Mds€ d'investissement et permettrait d'économiser 5 % des émissions de l'industrie – c'est non négligeable, certes, mais on voit bien qu'il va falloir agir plus vite et plus fort encore. D'autres initiatives existent à l'échelon européen pour faciliter et accélérer les projets de décarbonation, avec des mesures incitatives, mais disons-le clairement : ce ne peut pas être à la puissance publique – française ou européenne - de financer la décarbonation. Cette dernière doit surtout donner la direction et servir d'incitation, pour que les industriels, les entreprises, les investisseurs et les consommateurs prennent in fine leur part dans cette décarbonation.

Compte-tenu de l'ampleur de cette transition, de sa dimension mondiale et des enjeux macro-économiques qu'elle soulève, c'est tout d'abord au niveau de l'UE qu'il semble le plus pertinent d'agir. Une action coordonnée au niveau du marché européen peut encourager la décarbonation de nos économies, tout en assurant une concurrence plus équitable entre nos entreprises et celles d'autres pays.

La taille du marché européen et la « créativité normative » de l'UE sont clés, qu'il s'agisse du renforcement du système des quotas d'émissions (*Emission Trading System* - ETS) ou de nouveaux systèmes adoptés dans le cadre du paquet « *Fit for 55* » tels que mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (*Carbon Border Adjustment Mechanism* - CBAM). Ce dernier est absolument clé pour limiter la tentation de « dumping climatique » de la part de pays tiers, dont la Chine, et donc pour éviter de pénaliser les entreprises européennes face à des concurrents moins disant en matière climatique.



Si ces mécanismes de régulation carbone poussent très concrètement les acteurs économiques à s'adapter, le nerf de la guerre se situe ailleurs : dans la fixation des prix de l'énergie et l'organisation du marché européen de l'électricité, dont sa réforme a fait l'objet d'un accord provisoire à la fin de l'année, avec l'objectif de soutenir le développement et le financement d'actifs énergétiques bas-carbone. C'est le véritable signal qu'attendent les investisseurs et les entreprises. Un point en particulier retiendra notre attention : les mesures relatives aux Contrats pour différence (*Contracts for difference* ou CfD) et à d'autres formes de contrats d'achat énergétique de long terme. Ces derniers sont absolument capitaux pour assurer une plus grande visibilité sur le coût de l'énergie à long terme aux investisseurs, des garanties de revenus aux producteurs et une certaine stabilité pour les consommateurs finaux. Il s'agit de la clé pour stimuler l'investissement et inciter à financer des solutions énergétiques à faible émission carbone, avec des taux de rentabilité plus intéressants et plus aisés à démontrer.

## Pour une transition technologique autant qu'énergétique

Encourager l'investissement est donc une priorité pour assurer une décarbonation efficace et financer des innovations « bas carbone » dans le secteur énergétique. C'est indispensable pour maintenir notre qualité de vie et la croissance de notre activité économique, tout en limitant l'impact du réchauffement climatique. La transition énergétique représente d'ailleurs un formidable vivier d'innovation. Elle stimule d'ores et déjà le développement de nouvelles technologies : la production d'hydrogène vert ou jaune (produit à partir d'énergie nucléaire), la capture et le stockage du carbone ou la création de mini-réacteurs nucléaires type SMR ou XSMR sont autant de terrains sur lesquels l'UE peut se positionner à l'avant-garde.

Point de naïveté cependant : le financement de l'innovation est sans doute le plus grand défi pour les économies européennes, qui sont parfois à la peine face aux Etats-Unis ou aux pays asiatiques. Il faut d'une part soutenir la recherche, le développement et le passage à l'échelle de ces nouvelles technologies, et d'autre part veiller à ce que l'ensemble des secteurs économiques en bénéficient à terme, des TPE-PME jusqu'aux grandes entreprises. Il est crucial de créer des conditions plus favorables à l'investissement dans les technologies de décarbonation. Plusieurs initiatives vont en ce sens en France (plan France 2030 et le Projet de loi Industrie Verte, adopté en octobre) et au niveau de l'Union Européenne (Net Zero Industrie Act, récemment approuvé en première lecture au Parlement européen). Il s'agit à chaque fois de renforcer et augmenter la capacité de fabrication européenne des technologies nettes zéro, en les rendant plus compétitives et en attirant des investissements. On ne peut que saluer ces initiatives car elles visent à stimuler et à soutenir l'innovation. Il faut maintenant espérer qu'elles restent aussi lisibles et faciles à activer que possible pour les entreprises européennes, sans être noyées sous les contraintes bureaucratiques.

La transition énergétique représente indéniablement un défi économique autant qu'écologique. Pour dépasser le stade des grands engagements et la faire advenir, il faut l'approcher comme un levier de performance, de compétitivité et d'innovation. Il faut enfin garder à l'esprit que la décarbonation ne saurait se limiter à la seule question de l'énergie. Une décarbonation durable et efficace de nos industries suppose aussi de financer une mobilité et des chaînes logistiques moins émettrices en carbone, tout en enclenchant une véritable économie de la ressource, avec plus de circularité pour la consommation d'eau ou de matériaux rares notamment. Autant d'enjeux pour lesquels il est essentiel de solidifier les modèles économiques et de démontrer le potentiel d'investissement.



*Les associés et les professionnels d'Accuracy sont disponibles pour discuter de vos besoins et concevoir une solution adaptée avec les experts compétents.*